

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



EDITO

Comme chaque année au moment de la rentrée scolaire on nous annonce un automne chaud, non pas du fait de la chaleur atmosphérique mais en raison des manifestations prévues. Cette année n'échappe pas à la règle. Pompiers, hôpitaux, fonction publique, buralistes s'apprêtent à faire entendre leurs voix face à un gouvernement qui ne répond pas à leurs attentes. La presse évoque même une reprise des gilets jaunes. Les conséquences de la canicule et les ravages des feux dans nos forêts ont mis en lumière non seulement le courage des hommes et des femmes du feu mais aussi leurs immenses besoins matériels logistiques et humains. Parce que mieux vaut prévenir que guérir répondre à leurs attentes c'est faire preuve du bon sens d'autant que les épisodes de canicule que nous avons subis risquent de se reproduire les prochaines années sans compter le risque de crues en hiver. Les hôpitaux ont dû faire face aux conséquences sanitaires des bouleversements climatiques et même si elles se sont

SOMMAIRE

p.1 : L'édito / p.2 et 3 : International : Elections en Allemagne (1^{ère} partie) / p.4 à 6 : Place au débat : N'acceptons aucun effort pour les salariés et retraités ! / p.7 : Actualités sociales : Duralex, suite ; La BCE monte ses taux / p.8 : Coup de gueule : Laïcité : quand le conseil d'Etat ignore la loi Debré et l'aggrave / Les bras m'en tombent : l'interview du ministre du budget

soldées par une mortalité supplémentaire, celle-ci a pu être contenue grâce au personnel hospitalier. Alors que le gouvernement refuse à nouveau d'augmenter le montant du point d'indice, la fonction publique crie à nouveau son ras le bol face à un pouvoir d'achat qui ne cesse de se dégrader et à des conditions de travail toujours plus difficiles. Face à ce mécontentement généralisé dont on ne peut prédire l'issue, le gouvernement Lecornu use toujours des mêmes recettes à l'approche du vote du budget. Retraités, malades, chômeurs sont une fois de plus dans son viseur alors que la véritable cause de la situation financière de notre pays – la politique de l'offre et les cadeaux fiscaux aux entreprises- n'est pas remise en cause. Pouvons-nous espérer que la prochaine campagne présidentielle sera l'occasion de dire enfin la vérité aux Français et de mettre en cause les vrais responsables de la situation qui se relaient depuis trop longtemps à la tête du pays ?

Pierre KERDRAON

INTERNATIONAL

Elections en Allemagne

Par Mathias WEIDENBERG

(Nous publions ci-dessous la 1^{ère} partie d'extraits de l'article paru dans la revue « L'Audace »)

Et si le succès de l'AfD en Allemagne de l'Est ne disait pas d'abord quelque chose de l'extrême droite, mais de l'effondrement des partis qui prétendaient protéger les classes populaires ? En Saxe-Anhalt, où elle atteint 44 % et frôle la majorité absolue, l'AfD prospère sur un paradoxe : elle conquiert les territoires délaissés par l'État en promettant de restaurer le « vivre ensemble », tout en détournant à son profit la nostalgie d'un État protecteur.

Résultats du vote. Pas de coalition majoritaire à part l'AfD toléré par BSW. La région de Saxe-Anhalt, en Allemagne, a voté dimanche 6 septembre. La participation a atteint des records, dépassant les 77 %. C'est une victoire incontestable de l'extrême droite à 44 % des voix, manquant de trois sièges la majorité absolue au parlement régional.

La BSW, l'Alliance Sahra Wagenknecht, un parti rouge-brun né d'une scission des Linke, est à 5,5 % au parlement régional, empêchant une majorité de « front républicain » pour ainsi dire pour barrer la route à l'AfD. Ils sont au contraire disposés à tolérer l'AfD au gouvernement régional. Les deux partis sont d'ailleurs pro-Poutine.

Le vote au sein des gauches, lui, s'est distribué de sorte que les trois partis en lice soient présents au parlement. Mais, au total, la gauche ne gagne pas de voix. Quand la CDU, elle, s'effondre. Le candidat de l'AfD propose d'ailleurs aux élus CDU déçus de le rejoindre. Le Spiegel a rendu compte de débats nocturnes au sein du parti : Merz pourrait être remplacé après les deux prochains scrutins à Berlin et dans le land de Mecklembourg-Poméranie du Nord le 20 septembre.

Reste à évoquer le sort des libéraux du FDP qui sont de fait anéantis. Les écologistes qui ont fait un score correct remarqueaient avec un peu d'amertume le soir des résultats : « à toutes les vagues caniculaires c'est dans notre région qu'il y a eu le record de température d'Allemagne. Mais l'AfD, climatosceptique, a fait une campagne apolitique, faisant des sondages sur ce que les gens souhaitent, et leurs réponses étaient sans rapport avec la réalité du programme de l'AfD ».

L'AfD a mené une campagne de terrain avec des événements centrés sur le « vivre ensemble » (mais sans migrants...), animant des activités pour les familles, poussant à la création de cafés-services de livraison, créant du lien social partout où la marchandisation a tout détruit. Malignement, l'AfD a également joué à fond la carte de la nostalgie du régime communiste tout en attaquant et pointant du doigt comme cause de la crise allemande le « socialisme » de la CDU...

Le rejet de l'État dans sa version néolibérale et marchande apparaît ici indissociable d'une nostalgie de l'État protecteur et organisateur de la vie sociale – nostalgie qui touche jusqu'aux générations nées après 1989. L'AfD est d'ailleurs en tête chez les 18-25 ans.

Les Linke n'en profitent pas. En 2002, le parti héritier de la RDA, le PDS, était encore à 20 %. Mais les Linke n'ont pas réussi à tenir les territoires, perdant leurs militants âgés, et dominant seulement les villes : Halle et Magdebourg les ont mis en première position. Or, la région de Saxe-Anhalt est peu urbaine.

L'AfD a donc très bien joué sur le lien social en le « privatisant » à son profit. Cependant, il est paresseux de croire que le vote en Saxe-Anhalt dimanche est dû à l'absence d'un travail de dénazification aussi intense et intime qu'il a été mené à l'Ouest. J'ai eu souvent l'occasion de dénoncer la culture vide et stérile de la commémoration en Allemagne, notamment depuis Merkel. J'ai dénoncé les tendances révisionnistes depuis un texte de 2011. 20 % des Allemands sont ainsi persuadés que leur famille a été « proche de la résistance ». L'Allemagne souhaite maintenant célébrer le 8 mai comme un jour de « libération ». A croire que les nazis étaient des envahisseurs extra-terrestres...

(Suite dans le prochain bulletin Résistance d'octobre 2026)

PLACE AU DÉBAT

N'ACCEPTONS AUCUN « EFFORT » POUR LES SALARIÉS ET RETRAITÉS

Par Jean Claude Chailley

- Dans le constat fait par la droite, l'extrême droite, ..., il y a du vrai. Une illustration du recul : le Panorama de la santé 2025 de l'OCDE.
 - Dans le « constat » fait par la droite, l'extrême droite, le MEDEF, ...il y a **d'énormes contrevérités.**
 - Ce qu'ils masquent, c'est la véritable **cause** de la situation.
 - **Non les caisses ne sont pas vides. Elles sont vidées en permanence.**
 - Pourquoi la droite, l'extrême droite, le MEDEF, hystérissent la dette ?
 - Une rentrée sous l'égide du **MEDEF.**
 - **Non la Sécurité sociale n'est pas « à bout de souffle ». On veut l'asphyxier !**
 - **Budget 2027 Pour Lecornu : politique d'austérité pour les salarié.e.s et retraité.e.s.**
 - **Budget 2027 Pour les salarié.es et retraité.es : aucun « effort », aucune régression.**
 - **L'argent existe.** Il y a des marges de manœuvre considérables.
-

Dans le constat fait par la droite, l'extrême droite, la Cour des comptes..., il y a du vrai : la situation est grave.

L'Union européenne est en recul dans le monde. Pourtant **le PIB / habitant de la France est passé au-dessous de la moyenne de l'UE. Et ça**

s'aggrave tous les jours. En France la croissance 2026 sera 3 fois inférieure à celle de la zone euro.

Le PIB n'est pas un vague indicateur pour « experts ». **En gros le PIB (la valeur ajoutée) se répartit en consommation et investissement ainsi qu'entre salaires et profits.**

Lorsqu'il stagne comme maintenant, faute de « grain à moudre » le MEDEF et ses représentants se radicalisent. Leur seul moyen d'augmenter les profits c'est une répartition des richesses encore plus en leur faveur, l'austérité pour nous.

Les conséquences c'est la baisse du pouvoir d'achat, la montée du chômage, plus de 20 % des jeunes qui ne trouvent pas de boulot, les 10 millions de pauvres, les couches moyennes qui retombent dans la pauvreté – d'où la montée de l'extrême droite- C'est les coupes dans la recherche, l'éducation, dans le nombre de Canadairs, ...C'est la montée de la répression.

Ce qu'ils masquent c'est véritable la cause de la situation.

La cause c'est l'échec total des politiques menées depuis des années, notamment la politique de l'offre, qui coute « un pognon de dingue » (voir ci-dessous) et a surtout accru les dividendes.

➔ **Une illustration du recul : le Panorama de la santé 2025 de l'OCDE.**

En 2000 la France avait le meilleur système de santé du monde. Il est en voie **d'effondrement.** On est descendus en gros dans la moyenne de l'OCDE. Par exemple on a la 28ème plus haute mortalité infantile sur 38 pays.

Les chiffres de l'OCDE datent de 2024. Depuis on a continué à couper les budgets, à dérembourser en masse des médicaments, rendu l'accès aux soins de plus en plus

problématique. Le classement doit donc s'être encore dégradé, comme d'ailleurs le classement PISA dans l'éducation.

Dans le « constat » fait par la droite, l'extrême droite, le MEDEF, les différentes institutions, il y a d'énormes contrevérités.

► Il n'y a **aucun dérapage des dépenses publiques.**

Le ratio de 57 % du PIB est stable de 2010 à 2025. Mais c'est une fausse stabilité qui masque une baisse des dépenses publiques : la baisse relative du dénominateur, le PIB, empêche le ratio de baisser.

Si par exemple depuis 2010 le PIB avait augmenté de 2 % par an (en volume), ce qui n'a rien d'excessif, le PIB serait de 3460 Md au lieu de 2990 Md. Avec le même montant de dépenses publiques, on aurait un ratio de 50 % du PIB au lieu de 57 %.

► **Pourtant 2 dépenses flambent.**

• **La charge du budget militaire.**

Trump a demandé que chaque pays de l'OTAN monte ses dépenses militaires à 5 % du PIB. Il ne s'agit pas que de défense : le Venezuela, l'Iran, Cuba, le Groenland, ...n'ont pas agressé les Etats Unis.

On a déjà doublé, on va vers un triplement du budget militaire, sans compter la lourde quote-part des dépenses engagées par l'Union européenne.

Après la Loi de Programmation Militaire, Lecornu a ajouté 36 Md, dont 6 milliards en 2027...et il annonce 6 milliards de coupes dans les retraites.

• **La charge de la dette.**

Elle était de 33 Md en 2022. Elle va être de 77 Md en 2026, vers 100 Md en 2030, soit plus de 3 points de PIB. Le taux à 10 ans dépasse 4 %.

**NON LES CAISSES NE SONT PAS VIDES ;
ELLES SONT VIDÉES EN PERMANENCE :**

- **200 Md d'aides aux entreprises, dont 90 Md d'exonérations de cotisations sociales dites patronales qui sont en réalité une partie du salaire.**

Même si ça ne s'additionne pas aux 200 Md citons notamment 2 dérives :

- **Le Pacte de responsabilité d'Hollande de 2014 coute 50 Md par an, soit déjà 600 Md de déficits, donc de dette.**

- **Macron y a ajouté 60 Md par an, soit près de 600 Md également.**

Cout de ces dérives 120 milliards par an, 4 points de PIB, + l'accroissement de la charge de la dette.

C'est cette politique qui vide la caisses jour après jour.

Le ratio dette publique sur PIB serait de 77 % au lieu de 117 %. Le déficit serait de 45 Md, 1,5 points de PIB au lieu de 150 Md, 5 points de PIB. La dette ne serait pas un sujet.

On pourrait investir dans des dépenses sociales, des services publics, la transition écologique.

Nos gouvernants ont fait un autre choix : un « quoiqu'il en coute » pour les très grandes fortunes.

Mme Le Pen qui veut « faire peuple » n'est pas en reste : pour le RN « il faut davantage de milliardaires ».

Pourquoi la droite, l'extrême droite, le MEDEF, hystérissent la dette publique ?

Ils ne parlent pas de la dette privée, plus importante, car ils veulent imposer l'idée qu'il n'y a pas d'alternative : si la dette publique est « insoutenable » c'est parce qu'il y a trop de fonctionnaires, qu'on se soigne trop, que les retraites sont beaucoup trop élevées. Quant au chômage, c'est parce qu'on refuse de « traverser la rue ».

Une rentrée sous l'égide du MEDEF.

Avant même la rentrée du MEDEF avec le choix de 7 des candidats à la présidentielle, Roux de Bézieux annonçait à la télé : « **il y aura du sang sur les murs** ».

Et le MEDEF d'exiger des dizaines de milliards supplémentaires : suppression des impôts de production, rapprochement du salaire brut et du net, destruction du code du travail sous couvert de lutte contre les « normes » ...

Les « caisses sont vides » mais Lecornu promet au MEDEF de baisser la surtaxe sur les grandes entreprises !

Les propositions pullulent pour **achever la SECURITE SOCIALE**.

**NON LA SÉCURITÉ SOCIALE N'EST PAS « A BOUT DE SOUFFLE ».
ON VEUT L'ASPHYXIER**

→ Pour l'asphyxier MEDEF, droite, extrême droite, tendent un piège : **augmenter les salaires nets en rapprochant « le salaire brut du salaire net »**.

- C'est louche que ceux qui refusent le moindre « coup de pouce » au SMIC soient subitement si enthousiastes pour augmenter les salaires.

- L'accroche publicitaire : **la baisse des cotisations sociales servirait à augmenter le salaire net.**

1) Les cotisations sociales financent la Sécu. Si on les baisse on crée un nouveau déficit. Comment compenser (ou non) ce nouveau « trou » de la Sécu.

Ils ont beaucoup de pistes et variantes, toutes mortifères.

- **Augmenter la TVA et / ou la CSG**

Beaucoup, (y compris une partie de la gauche), proposent de passer la TVA de 20 à 24 %, parfois avec de fausses baisses partielles.

- **Couper dans les prestations sociales**, santé, retraites, accidents de travail, prestations familiales, handicap, autonomie, chômage,

- **Prendre des assurances privées.**

- **Prendre des produits de capitalisation.**

- **Se passer de soins, de prestations sociales**

Ces pistes ne sont pas exclusives : couper dans les prestations versées par la Sécu, couper dans les retraites, **oblige ceux qui peuvent** à prendre des assurances privées, des produits de capitalisation. Leur modèle c'est les Etats Unis.

2) Et la hausse du salaire « net » ? Un fake !

Le MEDEF, l'ensemble des chefs d'entreprise, trouvent que les salaires en France sont beaucoup trop élevés.

Si on baisse les cotisations sociales, **aucun chef d'entreprise n'est obligé de les répercuter sur le salaire net**. Ou ça peut être à la place d'augmentations qu'il aurait faites de toute façon. La plupart empocheront donc la baisse des cotisations, comme d'habitude.

On comprend le MEDEF et autres fédérations patronales : c'est 100 % gagnant !

Budget 2027 : pour Lecornu politique d'austérité pour les salarié.es et retraité.es.

- Reniant ses promesses lors de l'adoption des budgets 2026, Lecornu cumule les gels de dépenses, les déremboursements de médicaments, l'augmentation de 40 % du plafond des franchises, de nouveaux transferts de la Sécurité sociale vers les complémentaires, ...Il a contourné le Parlement par des décrets.
- **La trajectoire pour 2027 – 2030 : 125 à 150 milliards d'économies.**
- **Pour 2027 Lecornu a été clair : dans les 30 milliards d'économies.** Faute de majorité à l'Assemblée nationale, il a anticipé des « compromis » pour éviter la censure.
- Du budget 2027 à la présidentielle le processus pour mettre fin à notre modèle social est engagé.

Une infirmière que je connais à peine : « ils veulent nous faire comme à la Grèce ».

**POUR LES SALARIÉ.E.S, POUR LES RETRAITÉ.E.S :
N'ACCEPTEONS AUCUN « EFFORT », AUCUNE REGRESSION !**

Les salarié.es et retraité.es ont déjà fait trop « d'efforts », ont subi trop de régressions. Comme dit un de mes camarades : » **dans le temps il n'y avait qu'un salaire dans un ménage. Maintenant on travaille à 2 et on ne s'en sort pas »**

Si on acceptait tout ou partie des exigences du MEDEF, de la droite et de l'extrême droite, de la stagnation on passerait en récession.

Il faut être clair :

- **Il ne s'agit pas de négocier un peu moins de coupes budgétaires, de réformes destructrices. Il faut les rejeter toutes.** Notamment :

- **NON A LA BAISSSE DES RETRAITES (1) : AUCUN « EFFORT » ni de 6 Md, ni de 1 Md.**

Aucune désindexation des retraites ! Aucune capitalisation ! aucune réforme à points !

- **L'argent existe. Il y a des marges de manœuvre considérables :**

Augmenter les salaires, dont l'égalité femmes – hommes. Indexation sur l'inflation. **Revenir sur une partie des 200 milliards d'aides aux entreprises** qui vont directement aux dividendes, dont beaucoup partent à l'étranger.

Par exemple taxer à 10 % les 500 milliards de revenus financiers des entreprises rapporterait 50 milliards par an.

Ces mesures et beaucoup d'autres à discuter et choisir, parfaitement réalisables, relanceraient la production, la consommation, les services publics, la transition écologique.

MEDEF, droite, extrême droite, médias, s'y opposeront par tous les moyens.

Il faut donc une lutte unitaire.

(1) **Manifestation Agirc – Arrco** (33 millions d'affiliés) 14 octobre, 12 heures Place de la Bastille à Paris vers le Conseil d'administration, ou préfectures...dans les régions
Montée nationale des retraité.es à Paris le 19 novembre à Paris. Gare Montparnasse vers Invalides (Matignon)

Actualités sociales

DURALEX : Suite...

Par Marie Berthommier

Duralex SCOP SA avait été créée en juillet 2024. Rapidement, le patronat a essayé de lui mettre des bâtons dans les roues ; il est par exemple de notoriété publique que la grande distribution a refusé d'exposer ses productions et que Duralex Scop a dû se centrer sur la vente par correspondance. Le 3 novembre 2025, Duralex avait lancé une souscription auprès de particuliers via une plateforme de crowdfunding afin de trouver les 5 millions d'euros nécessaires à sa survie. Les Français sont tellement attachés à cette entreprise que les fonds sont récoltés en quelques heures.

En mai 2026, en raison d'une situation de trésorerie « tendue », selon le ministère des Finances, un audit est effectué et la Scop est placée en redressement judiciaire en juin 2026.

Le plan de cession de l'entreprise est lancé, les candidats au rachat ont jusqu'au 6 août 2026 -date repoussée au 11 septembre- pour faire acte de candidature auprès du tribunal de commerce d'Orléans.

3 repreneurs se sont présentés. Le groupe stéphanois Carlesimo qui était déjà sur les rangs en 2024 lors du précédent redressement judiciaire. Le 2ème projet est celui de la holding Tomé. L'entreprise française a déjà racheté Tupperware France en 2025. Les deux repreneurs français prévoient la reconstruction du four et une valorisation de la marque toujours sur le même site. Ils ont présenté leurs projets devant les membres du comité social ce jeudi 10 septembre.

La 3e offre de reprise émane d'une société hongkongaise, AA Investments, absente lors de la présentation devant le CSE. AA Investments ne garderait que trois salariés au total sur les 243. Les syndicalistes écartent d'emblée la proposition de la société chinoise. "Ils veulent juste racheter la marque et le savoir-faire" indique le délégué CGT.

Suite dans les prochaines semaines.

Selon « Les Echos » :

« La BCE monte ses taux pour défendre sa crédibilité face à l'inflation »

2 points de vue des experts sur cette décision très controversée

• **« Ils pointent les risques pour une croissance européenne déjà molle, d'un durcissement des conditions de crédit. De quoi freiner encore plus les dépenses des ménages et les investissements d'entreprises déjà touchées par la crise du pétrole et du gaz ».** *C'est l'opinion majoritaire*

• « Tant qu'il n'y aura pas de risque de récession, les marchés seront davantage préoccupés par la persistance de l'inflation que par la dynamique de croissance », estiment néanmoins les stratèges taux d'ING. A l'inverse, selon eux « une trop grande focalisation de la BCE sur les craintes pour la croissance risquerait d'augmenter les anticipations d'inflation. »

Ce que Les Echos ne disent pas c'est la véritable raison

L'inflation est liée à la guerre contre l'Iran, aux sanctions contre la Russie, à l'explosion vers 3,5 % puis 5 % du PIB des budgets militaires, aux conséquences sur la dette et la charge de la dette.

Elle n'est pas due à une prétendue boucle prix -salaires

Pour les salariés, retraités, chômeurs, c'est la triple peine :

-La vie est de plus en plus chère.

-En réduisant l'activité l'augmentation des couts directeurs va faire pression sur les salaires (qui ne suivent déjà pas l'inflation), augmenter les licenciements

-La pression pour couper sur les budgets 2026 et 2027, protection sociale et services publics, va s'accroître.

Nombre d'économistes, même libéraux, considèrent qu'il n'y a aucune boucle prix – salaires, donc que s'en prendre davantage à l'activité, aux salaires, est une nouvelle erreur stratégique de la BCE

C'est un choix politique.

COUP DE GUEULE

Laïcité : quand le conseil d'Etat ignore la loi Debré et l'aggrave

Par Pierre-Yves MESCOFF

Le 13 juillet 2023 le Conseil d'Etat a été saisi par six associations qui dénonçaient le protocole d'accord relatif à la mixité sociale et scolaire signé par le ministère de l'Education nationale et le secrétariat général de l'enseignement catholique.

Les six organisations auxquelles s'est joint le SNEP UNSA en 2025 entendaient dénoncer les dérives en matière de mixité sociale et scolaire ainsi que le non respect de la loi de 1905 sur la séparation des églises et de l'Etat qui interdit toute reconnaissance d'un culte par l'Etat.

En outre ce protocole viole un article de la loi Debré de 1959 qui n'autorise que des accords avec un établissement mais s'oppose à un accord avec un réseau d'établissement.

Enfin ce protocole fait de l'enseignement catholique le seul représentant des établissements privés sous contrat alors même que ce type d'établissement concerne des structures diverses dont certaines n'ont aucun caractère catholique voire religieux.

Après trois ans de réflexion le Conseil d'Etat qui ne s'est pas prononcé sur le fond vient de décider de rejeter les requêtes au motif que ce protocole ne serait que des déclarations d'intention dépourvues de valeur juridique et contraignante. Façon de dire « circulez, il n'y a rien à voir » alors même que la seule existence de ce protocole est une grave atteinte à la laïcité.

Quelles qu'elles soient, les religions ont tendance à vouloir régir la vie des croyants que ce soit du point de vue vestimentaire, de la vie en société, de la nourriture, voire de la santé. La laïcité n'interdit pas les croyances mais elle s'oppose à ce que la religion sorte du domaine privé pour envahir l'espace public afin de permettre à chacun croyant ou pas de conserver son libre arbitre.

Contrairement à l'enseignement laïc qui s'adresse à tous de la même façon, les écoles privées sont parfois réservées à une classe sociale privilégiée notamment du fait de frais de scolarité importants.

Or ce protocole ne remet pas en cause cette réalité. Le risque c'est que ce protocole serve de tremplin à des remises en cause plus profonde de l'enseignement comme on le voit aux Etats-Unis de Donald Trump.

Les bras m'en tombent

Quelques remarques suite à l'interview de Lescure, ministre du budget, sur BFM

*** Dette publique de la France : Geler une partie de la dette serait n'importe quoi** (noter que le gel de la partie de la dette publique détenue par la BCE est proposée par beaucoup, sachant que payer les intérêts sur les plus de 80 % de dette détenue par les investisseurs privés n'est pas en débat)

*** Désindexer partiellement les retraités « aisés ». Ce qu'est un retraité « aisé » fera l'objet du débat parlementaire.** (Le « dialogue social », les syndicats, on s'en moque. Totalement absents de l'interview)

*** Les franchises c'est pour ceux qui consomment trop (!),** laissant entendre qu'il peut y avoir de nouvelles mesures *** On dépense beaucoup trop en santé**

*** Il voudrait bien baisser la surtaxe sur les grandes entreprises**

*** Pas un mot sur le « quoiqu'il en coûte » des dépenses militaires** (les dépenses européennes, supposées être des prêts, ne sont pas comptabilisées dans les budgets nationaux, pour l'instant du moins)

*** Il peut y avoir de nouvelles mesures pour 2026 (en plus des multiples mesures « d'économies » déjà imposées après l'adoption du budget 2026, dont on se demande en quoi il engage)**

=> Pas d'alternative... on s'en doutait !

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de Résistance Sociale, association loi 1901 :

Siège social : 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr

Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication : Marinette BACHE